

il me répugne d'imaginer ce qui se serait produit avec le temps si les céréales excédentaires de l'Ouest avaient été simplement déversées sur le marché, comme on le faisait il y a quelques années, alors que le prix était fixé d'après la quantité de céréales sur le marché mondial à ce moment-là. Un peu d'ordre est maintenant sorti du chaos et, dans l'ensemble, les producteurs de grain peuvent se souvenir des toutes dernières années sans trop s'affliger de la situation.

• (5.10 p.m.)

Je remarque que les députés ont beaucoup à dire à la Chambre sur la culture des céréales, notamment du blé. J'ai vécu en Alberta pendant bon nombre d'années. Je ne m'occupais pas exactement de culture du grain, mais je travaillais dans une industrie connexe. En fait, je vendais aux fermiers les produits qu'ils alimentaient en grain. L'industrie dans laquelle je travaillais aidait à la consommation d'une grande partie de ce grain. Dans tout le Canada, il y a des industries qui se rattachent à l'agriculture et beaucoup d'entre elles ne dépendent pas exactement de l'industrie du grain. Nous avons l'industrie de la volaille, du porc et l'industrie du dindon qui sont fort importantes. L'industrie du bœuf, bien entendu, dépend de l'industrie du grain dans les Prairies et lui est complémentaire. Divers autres industries, de Vancouver à Halifax, ont des rapports avec l'industrie du grain.

Une révolution tranquille semble actuellement se dessiner dans l'industrie agricole. Comprenons-nous vraiment quelle doit être notre attitude à cet égard? Les cultivateurs veulent produire à un coût aussi bas que possible. Ils tiennent des colloques dans les salles d'universités, les salles paroissiales et les loges, simplement pour discuter comment éviter la hausse du coût de production. Il y a seulement quelques années, il fallait employer quatre livres de provende et attendre seize semaines pour produire une seule livre de viande de poulet à griller. Aujourd'hui, il suffit de huit semaines et de deux livres de provende, ou même moins. Où en est la baisse du coût de production? C'est le consommateur qui en bénéficie en payant de moins en moins cher. Nous ne pouvons, ni moi ni aucun député, reprocher au gouvernement le fait que notre économie relève de l'entreprise privée. Remercions le ciel qu'il en est ainsi dans notre pays.

C'est une révolution tranquille qui a lieu actuellement. D'un bout à l'autre du Canada, il y a des gens qui s'emploient à régler la situation. Ils se réunissent pour former des unités économiques, mais non pas de la manière décrite si souvent et si éloquentement par le député de Crowfoot. Ces personnes se

rassemblent pour décider comment profiter de la législation provinciale en formant ce qu'ils appellent des conseils de commercialisation qui sont en fait des commissions de fourniture. Ils organisent la production en tenant compte du marché et ils produisent ce que les ménagères veulent acheter. Ils vendent alors le produit aux industries secondaires à leurs prix et n'y pensent plus. Ils laissent ainsi le soin de la vente à l'industrie secondaire.

Nous avons entendu toutes sortes de rumeurs à propos des offices de commercialisation, mais je crois que nous devrions veiller de près à ne pas faire nôtre l'idée que, de simples producteurs, nous pourrions devenir tout à coup des connaisseurs en commercialisation et en distribution. Nous devrions nous en tenir à la production planifiée et nous contenter d'être payés en fonction du prix de revient, sans compter sur des subventions. Nous ne tenons pas à mendier tout le temps, et je pourrais obtenir une foule de témoignages pour corroborer mes dires.

**M. Bigg:** Je vous en souhaite.

**M. Pringle:** Je vais essayer de répondre au député, s'il veut bien se reporter à l'Office de commercialisation des poulets à frire de Colombie-Britannique. Cet organisme a été fondé il y a 8 ou 9 ans. Auparavant, un fermier pouvait obtenir 20c. la livre, et à cette époque si on vendait au poids vivant on gagnait à peine assez pour subsister. Certains fermiers qui avaient beaucoup de poulets ne recevaient que 15, 16 ou 17c. la livre. L'Office de commercialisation a introduit la production planifiée et aujourd'hui ces fermiers sont payés d'après leur prix de revient, et ils profitent de l'industrie secondaire. Ils n'ont pas besoin des prêts destinés aux améliorations agricoles, car ils peuvent emprunter de l'argent à la banque. Il y a des aviculteurs en Colombie-Britannique, il y en a en Alberta et il y en a même en Ontario.

**M. Bigg:** Le député me permettrait-il une question?

**M. Pringle:** Certainement.

**M. Bigg:** Peut-il me dire à qui appartient l'industrie ontarienne des poulets à rôtir. Aux cultivateurs?

**M. Pringle:** Je suppose que le député parle de l'industrie intégrée des poulets à rôtir de l'Ontario. Je ne peux lui fournir tous les détails pertinents à ce sujet, mais je sais qu'il y a plusieurs de ces entreprises ici. Loin de moi l'idée de me porter juge en la matière, mais, d'après moi, si les fermiers de l'Ontario avaient suivi de près le cours des événements en Colombie-Britannique, il y a sept ou huit ans, et s'ils avaient écouté les conseils,